

Nous pouvons, par exemple, citer les présidents de nos banques dont l'inquiétude s'est manifestée dans leurs rapports annuels. D'aucuns diront peut-être que ce sont des associés des conservateurs, mais je pense qu'ils sont pour la plupart associés à nos honorables vis-à-vis. Nous pouvons citer le ministre du Commerce lui-même, les discours prononcés cet après-midi par le chef de l'opposition et l'honorable représentant de Vancouver-Quadra. Nous pouvons évidemment évoquer la Commission Gordon, mais je ne suis pas sûr qu'on doive en parler aux honorables députés qui sont de l'autre côté. N'était-ce pas sur le rapport de cette commission que devaient se faire les prochaines élections? Ces messieurs auront du mal à se défendre de certains de ces passages.

La Commission Gordon use de prudence, bien sûr. En véritable commission royale, comme le feraient d'ailleurs des hommes compétents et avisés, elle se garde de déclarations à l'emporte-pièce, mais la lecture du rapport nous apprend qu'elle s'inquiète plutôt de la question. Elle traite de sujets qui montrent l'inconvénient de la domination de sociétés canadiennes par des entreprises américaines. Puis le représentant de Vancouver-Quadra a gâté le seul discours que j'allais faire ce soir en lisant aux députés le rapport de l'*Empire Trust Company*. C'est un document plutôt renversant, monsieur l'Orateur. Voici une société américaine, une des sociétés de fiduciaire les plus riches, un des organismes financiers les plus riches des États-Unis; son service de conseillers en placements publie cette brochure au sujet de la Commission Gordon et signale de quelle façon les Canadiens ont accueilli ce rapport. Je pense que tous les députés ont obtenu un exemplaire de cette brochure et j'imagine qu'on l'a lue. C'est certainement une appréciation intelligente et sympathique du point de vue auquel peuvent se placer les Canadiens.

Le député de Vancouver-Quadra a lu un paragraphe pertinent. Ceux qui liront le harsard, notamment mon discours, peuvent se reporter au même numéro pour lire le paragraphe que j'allais citer. Un peu plus loin, après avoir parlé de la question de l'emprise américaine, on ajoute que la crainte des Canadiens est motivée.

...lorsque la décision définitive des administrateurs est prise par des personnes dont les idées sont conditionnées par l'état des affaires dans une économie différente.

En d'autres termes et pour faire une paraphrase, on pourrait dire lorsque la décision définitive des administrateurs au Canada est prise par des personnes dont les idées sont conditionnées par l'état des affaires aux

[M. Nowlan.]

États-Unis. On y dit que les Canadiens ont raison de s'inquiéter à cet égard et on y cite des exemples:

Prenons le cas de la mise en valeur des ressources naturelles. Une société américaine qui se préoccupe principalement de sa situation mondiale en fait de matières premières peut décider de "couvrir" son pétrole ou son minerai de fer au Canada en prévision de l'indisponibilité future des réserves situées dans des régions plus politiquement vulnérables.

Puis, les auteurs rapportent comment, durant les années de crise économique, des sociétés américaines ont retiré leur argent des filiales canadiennes, laissant ces dernières sans le sou, afin de financer leur propre activité aux États-Unis et, par la suite, les filiales n'ont jamais pu fonctionner de nouveau. Je le répète, nous devons savoir que des financiers américains ont l'esprit large, sont intelligents et n'ont aucun désir d'exploiter notre pays. Qu'une société de finance ait réglé la situation aussi intelligemment et avec autant de sympathie qu'elle l'a fait, cela est tout à l'honneur de ce type d'homme d'affaires américain. C'est aussi la réponse à ceux qui disent, lorsque nous soulevons cette question à la Chambre des communes, que ce n'est que de la propagande tory et qu'il faut la traiter comme telle.

Voilà pour la direction américaine de sociétés canadiennes. Je passe maintenant à la transformation de nos matières premières au Canada même. A mon avis, la publication du rapport Paley, aux États-Unis, a donné de l'importance à cette question depuis cinq ans. Le président des États-Unis avait chargé une commission de faire une étude sur les ressources économiques du pays. On a fait une enquête très poussée et le rapport qu'on a publié comprenait plusieurs volumes. Ce qui ressort nettement de ce rapport, c'est que dans certains cas les États-Unis sont actuellement un pays dépourvu pour ce qui est de certaines matières premières et, pour d'autres, ils le deviendront rapidement. Le rapport Paley souligne que, si les États-Unis veulent demeurer un pays industriel, ils doivent obtenir leurs matières premières ailleurs et les importer en vue de les transformer et de les ouvrir chez eux.

Voilà qui revêt un intérêt particulier pour les Canadiens, surtout pour les jeunes.

La question a été débattue. Je me rends compte de la possibilité d'être critiqué aussi bien que des répercussions possibles. Il y a le vieux parti tory qui parle de tarifs douaniers et qui dit qu'ils doivent être compliqués, et le reste. Il y a tous les clichés des années passées et les controverses politiques du pays, mais j'ai été témoin d'une chose bien intéressante l'an dernier en voyageant dans les provinces Maritimes avec le